

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1919.

Projet de loi

**accordant des allocations du chef de certains dommages
causés par la guerre.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La réparation des dommages causés par les faits de la guerre a donné lieu, jusqu'ici, à :

1° L'arrêté-loi du 23 octobre 1918, qui proclame le principe du droit à la réparation, par la Nation, des dommages causés aux Belges par les faits de la guerre;

2° L'arrêté-loi du 25 octobre 1918, relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages aux biens et à la constatation des dommages aux personnes, par des organismes créés à ces fins, les Cours et tribunaux des dommages de guerre;

3° Trois arrêtés royaux du 23 octobre 1918, pris en exécution de ce dernier arrêté-loi, dont le premier règle la forme de la demande, le deuxième détermine le personnel des Cours et tribunaux et les indemnités qui lui sont dues, et le troisième établit le tarif applicable aux procédures;

4° L'arrêté-loi du 11 novembre 1918, organisant la cession et la mise en gage du droit à la réparation;

5° L'arrêté-loi du 21 novembre 1918, relatif aux allocations provisionnelles en matière de dommages aux biens;

6° Le projet de loi sur les avances provisionnelles et les arrangements amiables, voté par la Chambre et renvoyé au Sénat;

7° Le projet de loi sur la réparation des dommages causés dans les biens;

8° Le projet de loi sur la réparation des dommages causés aux victimes civiles.

*
* *

L'ensemble de ces dispositions limite le *droit* à la réparation pour les dommages aux personnes et pour les dommages dans les biens aux dommages *certain*s, *matériels* et *directs*. Ces dommages seuls créent à la charge de la Nation l'obligation d'indemniser ceux qui en ont été victimes.

Est-ce à dire que les dommages qui ne rentent pas dans ces limites doivent laisser le pays indifférent et que des situations, très dignes d'intérêt, doivent demeurer sans solution?

Le Gouvernement ne le croit pas et a eu l'occasion déjà d'exprimer sa pensée à cet égard dans l'exposé des motifs du projet de loi sur la réparation des dommages subis dans les biens comme au cours de la discussion de la loi sur les loyers.

A cette fin, la Belgique doit compter sur l'indemnité qu'elle exige de l'Allemagne; cette indemnité, que nos plénipotentiaires tâcheront d'obtenir intégrale, doit permettre à nos concitoyens si éprouvés de réparer les pertes qu'ils ont subies, parmi lesquelles figurent celles que prévoit le présent projet; celui-ci n'envisage donc, en quelque sorte, que la répartition entre les victimes d'une première avance sur cette indemnité. C'est ce que précisent les mots : premier crédit, qui figurent à l'article 1^{er}. Ce « premier crédit », nécessairement limité aujourd'hui, est susceptible d'être renouvelé et étendu suivant le résultat qu'atteindront nos efforts en vue d'aboutir à une indemnisation complète. Celle-ci nous est indispensable pour alléger nombre de souffrances comme celles qui ont accablé tant de nos malheureux compatriotes à la suite de leur déportation en Allemagne ou de leur assujettissement au travail forcé derrière les lignes ennemies, en tant que la réparation de ces souffrances n'est pas prévue par le projet de loi déposé le 20 février dernier.

*
* *

Le système qui est à la base du projet est celui des allocations, analogue au régime qui fut instauré par la loi du 1^{er} mai 1842 sur la réparation des pertes causées par les événements de guerre de la Révolution, cette méthode a l'avantage de permettre de venir en aide aux besoins les plus intéressants sans grever au-delà de toute mesure les finances de l'État.

L'article 1^{er} met à la disposition du Gouvernement une somme de vingt-cinq millions. Il ne s'agit là que d'un premier crédit; ce chiffre pourra être majoré d'après les ressources dont nous disposerons ultérieurement, spécialement d'après le montant des indemnités que l'Allemagne paiera à la Belgique.

Le produit du crédit ainsi ouvert au Gouvernement doit être consacré à ceux qui ont subi « un dommage matériel causé par la guerre et dont la réparation n'est pas assurée par la loi ». C'est à dessein que le projet use d'une formule aussi large. Il est impossible, en effet, à peine de verser dans

l'arbitraire et de risquer d'être incomplet, de prévoir et d'énumérer tous les cas pouvant donner lieu à allocation. Il importe, au contraire, de laisser aux autorités chargées d'examiner les situations individuelles qui leur seront soumises, le soin de les apprécier équitablement. Toutefois, afin de préciser autant que possible l'esprit et la portée des interventions que le crédit permettra de consentir, le projet cite un certain nombre de situations particulièrement intéressantes sur lesquelles l'attention est dès à présent attirée; parmi elles figurent celles des petits propriétaires que la loi sur les loyers privera de certaines ressources, les employés, artisans et ouvriers qu'un chômage involontaire a contraints à dépenser leurs économies ou atteints dans des besoins essentiels; enfin, les commerçants et petits rentiers appartenant à des classes moyennes que la guerre a particulièrement frappées.

A cet égard, il n'est pas superflu de signaler que le Comité National de Secours et d'Alimentation va pouvoir incessamment faire face, dans des conditions particulièrement favorables, aux besoins en vêtements si intenses à l'heure présente.

Comme l'indique le mot « notamment », l'énumération insérée au projet n'a rien de limitatif et est susceptible d'être ultérieurement étendue (art. 1^{er}).

L'allocation est octroyée sur demande; il a paru nécessaire d'exiger à la fois que celle-ci soit faite dans un délai très bref (trois mois) afin de ne pas prolonger une période d'incertitude et de souffrances, et qu'elle soit déposée en mains de l'autorité communale qui est à la portée de l'impétrant et qui a déjà été choisie par l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, pour recevoir le dépôt des demandes en réparation des dommages de guerre. Le projet détermine les indications essentielles que la requête contiendra et qui sont de nature à éclairer les autorités appelées à statuer (art. 2).

La décision à prendre appartient au Ministre des Affaires Économiques. S'agissant, en effet, d'allocations qui ne constituent pas un droit donnant ouverture à une action de justice, qui, d'autre part, sont indéterminées et dont l'import dépend notamment de ressources financières qui peuvent varier avec le chiffre des indemnités que la Belgique recevra à la suite du traité de paix, il est indispensable que ce soit le Gouvernement qui apprécie l'opportunité et la hauteur de l'allocation (art. 3).

Il a paru cependant qu'il était nécessaire, d'une part, de le mettre à même de ne se prononcer qu'en pleine connaissance de cause, d'autre part d'assurer aux intéressés les garanties utiles. C'est pour obéir à ces préoccupations que le projet institue un Comité consultatif dont l'avis préalable est obligatoire pour le Ministre.

L'importance et la nature de la mission ainsi dévolue à cet organisme justifient sa composition; nommés par le Roi, ses membres, en effet, doivent appartenir exclusivement à notre haute magistrature (art. 4).

En outre, tous les six mois, la Commission fera rapport au Ministre sur ses travaux; ce rapport sera rendu public par la voie du *Moniteur* (art. 5).

L'article 6 précise les points que devra régler l'arrêté royal d'exécution.

Le projet complète ainsi les diverses mesures proposées par le Gouverne-

ment à la Législature pour résoudre le problème grave et complexe de la réparation du préjudice subi par les Belges à la suite de l'affreuse guerre dont ils ont si injustement et si cruellement souffert.

Le Ministre des Affaires Économiques,

HENRI JASPAR.



PROJET DE LOI

accordant des allocations du chef de
certains dommages causés par la
guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre des Affaires Économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Éco-
nomiques présentera, en Notre Nom,
aux Chambres législatives, le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Un premier crédit de vingt-cinq
millions de francs est ouvert au Mi-
nistère des Affaires Économiques aux
fins d'intervenir en faveur des per-
sonnes physiques ou juridiques de
nationalité belge qui ont subi des
dommages matériels causés par la
guerre et dont la réparation n'est
pas assurée par la loi.

Cette intervention se produira no-
tamment pour réparer ou atténuer
les dommages suivants :

WETSONTWERP

houdende verleenig van toelagen uit
hoofde van zekere oorlogsschaden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Minister
van Staathuishoudkundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :

Onze Minister van Staathuishoud-
kundige Zaken zal, uit Onzen Naam,
bij de Wetgevende Kamers het
wetsontwerp indienen, waarvan
hierna de inhoud :

EERSTE ARTIKEL.

Een eerste krediet van vijf en
twintig miljoen frank wordt geo-
pend bij het Ministerie van Staat-
huishoudkundige Zaken, om in te
grijpen ten voordeele van de perso-
nen of rechtspersonen van Belgi-
sche nationaliteit welke door den
oorlog veroorzaakte stoffelijke scha-
de hebben geleden waarvan de ver-
goeding niet door de wet verzekerd
is.

Dees krediet is o. m. bestemd
voor de herstelling of de verzach-
ting van volgende soorten schade :

1° Pertes de loyers de biens urbains.

2° Versements dus à des sociétés pour la construction d'habitations ouvrières, pour autant que les intéressés aient dépassé l'âge de 50 ans au 1^{er} août 1914 et que ces versements soient devenus exigibles pendant la guerre et n'aient pas été payés.

3° Emprunts contractés sur leur unique maison, quand la valeur n'en dépassait pas 10,000 francs au moment de l'emprunt, par des commerçants, employés, artisans ou ouvriers ayant chômé ou cessé leurs affaires en tout ou en partie par suite de la guerre, et par les petits rentiers, si la maison constituait, indépendamment des meubles meublants et autres meubles à usage personnel, leur unique bien, et à condition que cet emprunt ait servi à faire face à leurs besoins et à ceux de leur famille.

4° Dépense des capitaux de petits rentiers âgés de plus de 55 ans ayant servi à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, à condition que les demandeurs ne possédassent pas avant la guerre une fortune supérieure à dix mille francs.

5° Dépenses faites par les associations professionnelles ou les mutualités à titre de secours de chômage ou de maladie de leurs membres, en dehors des obligations dérivant pour ces organismes de leurs règlements ou de leurs statuts.

ART. 2.

La demande d'intervention ne

1° Verlies van huur ter zake van stedelijke goederen.

2° Stortingen verschuldigd aan vennootschappen voor den opbouw van werkmanswoonhuizen, voorzover de betrokkenen op 1^{en} Augustus 1914 meer dan 50 jaar oud waren en deze stortingen tijdens den oorlog eischbaar zijn geworden en niet werden betaald.

3° Leeningen aangegaan op hun eenig huis, toen op het oogenblik der leening de waarde ervan geene 10,000 frank te boven ging, door handelaars, bedienden, ambachtslieden of arbeiders hebbende werkloos geweest of hebbende volslagen of deels hunne zaken gestaakt ten gevolge van den oorlog en door de kleine renteniers zoo het huis, afgezien van het stoffearend huisraad en andere meubelen voor persoonlijk gebruik, hun eenig goed uitmaakte, en op voorwaarde dat deze leening gediend heeft, om in hunne behoeften en in die hunner familie te voorzien.

4° Uitgave van kapitalen van kleine renteniers boven de 55 jaar, ter voorziening in hunne behoeften en in die hunner familie, op voorwaarde dat de aanvragers voor den oorlog geen fortuin bezaten dat meer dan 10,000 frank bedroeg.

5° Uitgaven gedaan door beroepsverenigingen of mutualiteiten bij wijze van hulpgeid voor werkloosheid of ziekte hunner leden, buiten de uit hunne reglementen of standregelen voor deze organismen voortvloeiende verplichtingen.

ART. 2.

De aanvraag tot bemiddeling zal

sera recevable que si elle répond aux conditions suivantes :

1^o Etre adressée à l'autorité communale du domicile du requérant dans le délai de trois mois, à dater du jour de la promulgation de la présente loi.

2^o Indiquer :

a) Le détail du dommage invoqué et les éléments le justifiant ;

b) Les sommes versées au requérant, à titre de secours, depuis le 4 août 1914 par l'Etat, la province, la commune ou le Comité National de Secours et d'Alimentation ;

c) Les sommes allouées au requérant par un tribunal ou une cour des dommages de guerre, à titre provisionnel ou définitif avec mention de la date de la décision du tribunal ou de la cour qui l'a rendue ;

d) Les sommes fixées ou versées au requérant par l'Etat, à titre provisionnel ou définitif, en vertu de semblable décision ou en vertu d'un accord amiable sur la réparation d'un dommage de guerre avec mention de la date de cet accord.

3^o Au cas où aucune des sommes prévues au 2^o sub litteris c) et d) n'aurait été allouée, fixée ou versée, donner copie de la réclamation formulée éventuellement par le requérant devant un tribunal de dommages de guerre.

ART. 3.

Dans les quinze jours de leur dépôt, les demandes seront transmises

niet ontvankelijk zijn dan zoo zij aan volgende voorwaarden voldoet :

1^o Gericht zijn aan de gemeenteverheid van de woonplaats van den aanzoeker binnen den termijn van drie maand ingaande met den dag van de afkondiging van onderhavige wet ;

2^o Opgeven :

a) de schade in hare bijzonderheden met de redenen welke men heeft te doen gelden ;

b) de sommen betaald als hulp-geld aan den aanzoeker, sinds den 4ⁿ Augustus 1914 door den Staat, de provincie, de gemeente of het Nationaal Comité voor hulpbetoon en voeding ;

c) de sommen toegekend aan den aanzoeker door eene rechtbank of een hof voor oorlogsschade, bij voorraad of bij eindbeslissing, met vermelding van den dag der beslissing van de rechtbank of van het hof welke ze heeft getroffen ;

d) de sommen vastgesteld voor of betaald aan den aanzoeker door den Staat bij voorraad of bij eindbeslissing, krachtens eene soortgelijke beslissing of krachtens eene minnelijke schikking omtrent de herstelling van eene oorlogsschade met vermelding van den dag dier overeenkomst ;

3^o In geval geene enkele der bij letters c) en d) van 2^o voorziene sommen toegekend, noch vastgesteld, noch betaald zou geweest zijn, afschrift geven van het desvoorkomend door den aanzoeker bij eene rechtbank voor oorlogsschade ingediend bezwaar.

ART. 3.

Binnen de vijftien dagen na hunne indiening, zullen de aanvragen door

par l'autorité communale au Ministère des Affaires Économiques. Celui-ci statuera après avoir pris l'avis d'une Commission composée d'un président, un vice-président et cinq membres, tous nommés par le Roi. Le président et le vice-président seront choisis parmi les magistrats de la Cour de cassation, les autres membres parmi ceux des Cours d'appel. La Commission sera assistée d'un ou de plusieurs secrétaires.

ART. 4.

La Commission fera tous les six mois rapport sur ses travaux au Ministre des Affaires Économiques; ce rapport sera inséré au *Moniteur*.

ART. 5.

Un arrêté royal déterminera les formalités qui seront remplies par les réclamants et par les diverses autorités pour l'exécution de la présente loi. Il fixera les indemnités allouées aux membres et aux secrétaires de la Commission ainsi que l'ordre de ses travaux.

Donné à Bruxelles, le 27 février 1919.

de gemeenteverheid aan den Minister van Staatshuishoudkundige Zaken worden overgemaakt. Deze zal uitspraak doen na het advies te hebben genomen van eene Commissie bestaande uit een Voorzitter, een ondervoorzitter en vijf leden allen benoemd door den Koning. De Voorzitter en de ondervoorzitter zullen gekozen worden onder de magistraten van het Verbrekingshof, de vijf overige leden onder die van de Hoven van beroep. De Commissie zal door één of meer secretarissen worden bijgestaan.

ART. 4.

De Commissie zal om de zes maand verslag over hare werkzaamheden bij den Minister van Staatshuishoudkundige Zaken indienen; dit verslag zal in den *Moniteur* worden ingelast.

ART. 5.

Een koninklijk besluit zal de formaliteiten bepalen welke door de aanzoekers en door de overheid ter uitvoering van onderhavige wet zullen worden nagekomen. Het zal de aan de leden en secretarissen van de Commissie te verlenen vergoedingen alsmede de volgorde harer werkzaamheden bepalen.

Gegeven te Brussel, den 27ⁿ Februari 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Économiques,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 FEBRUARI 1919.

Wetsontwerp houdende verleening van vergoedingen van bepaalde oorlogschade.

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

Het herstel van schade veroorzaakt door oorlogsfeiten heeft voorsnu
aanleiding gegeven tot :

1° Het wet-besluit van 23 October 1918, waarbij het beginsel wordt uit-
geroepen van het recht op herstel, door de Natie van de aan de Belgen door
de oorlogsfeiten berokkende schade ;

2° Het wet-besluit van 23 October 1918, betreffende de vaststelling en
raming van de schade aan goederen en de vaststelling van de schade aan
personen, door de daartoe ingestelde organismen, met name de Hoven en
Rechtbanken voor oorlogsschade ;

3° Drie koninklijke besluiten van 23 October 1918, genomen in uitvoering
van dit laatste wet-besluit, waaronder het eerste regeling houdt van den
vorm van de aanvraag; het tweede, het personeel van de Hoven en Recht-
banken en de aan dit personeel verschuldigde vergoedingen bepaalt; het
derde, het op de rechtsplegingen toepasselijk tarief vaststelt ;

4° Het wet-besluit van 11 November 1918, houdende inrichting van den
afstand en de pandgeving van het recht op herstel ;

5° Het wet-besluit van 21 November 1918, betreffende de tegemoet-
komingen bij voorraad in zake de schade aan goederen ;

6° Het wetsontwerp op de voorschotten bij voorraad en de overeen-
komsten in der minne, bij stemming aangenomen door de Kamer en ver-
zonden naar den Senaat ;

7° Het wetsontwerp op het herstel van schade aan goederen ;

8° Het wetsontwerp op de schadevergoeding voor burgerlijke slachtoffers.
Bij het gezamenlijke dezer schikkingen wordt het *recht* op herstel voor

schade aan personen en voor schade aan goederen tot de *stellige, stoffelijke* en *rechtstreeksche* schade beperkt. Alleen deze schade legt aan de Natie de verplichting op de slachtoffers ervan te vergoeden.

Bednidt zulks dat de daarin niet begrepen schade het land onverschilling moet laten en dat uiterste belangstelling verwekkende toestanden zonder oplossing dienen te blijven?

Zulks is de meening niet van de Regeering en zij heeft reeds de gelegenheid gehad desaangaande haar gedacht te kennen te geven in de memorie van toelichting van het wetsontwerp op het herstel van schade berokkend in de goederen zooals bij de bespreking van de huishuurwet.

België mag te dien einde rekenen op de vergoedingen welke het van Duitschland eischt; deze vergoedingen welke onze gevolmachtigden zullen trachten algeheel te verkrijgen, moet onze zoo beproefde medeburgers in staat stellen om de verliezen te herstellen, welke zij hebben ondergaan, waaronder het verlies welk onderhavig wetsontwerp voorziet; dezé ziet derhalve, als 't ware, enkel de verdeeling onder de slachtoffers te gemoet van een eerste voorschot op deze vergoeding. Dit wordt nader bepaald door de woorden: « eerste krediet », vervat in artikel 1. Dit vooralsna noodzakelijkerwijs beperkt « eerste krediet » kan vernieuwd en uitgebreid worden in verhouding tot de uitslagen welke wij bij het streven naar volkomen vergoeding zullen verkrijgen. Deze is ons onmisbaar om zooveel lijden en wee te verzachten, zooals dat welk tal van onze rampzalige landgenooten ten gevolge van hunne deportatie naar Duitschland of van den hun achter 's vijands liniën opgelegden dwangarbeid hebben te verduren gehad, in zoover de herstelling voor al dit lijden niet voorzien is bij het op 20 Februari jongstleden ingediend wetsontwerp.

*
* *

Het wetsontwerp berust op het vergoedingsstelsel, overeenstemmende met dat welk door de wet van 1^{ste} Mei 1842, op het herstel van de verliezen veroorzaakt door de oorlogsgebeurtenissen der Onwenteling werd ingevoerd. Als daarmede verbonden voordeel, laat het toe in de meest belangwekkende behoeften te voorzien zonder buiten alle mate de financiën van den Staat te bezwaren.

Artikel één stelt eene som van vijf en twintig miljoen frank ter beschikking der Regeering. Het geldt hier slechts een eerste krediet; die som mag vermeerderd worden in verhouding tot de middelen waarover wij naderhand zullen beschikken, en inzonderheid tot het bedrag der vergoeding welke Duitschland aan België zal uitbetalen.

De opbrengst van het op die wijze voor België geopend krediet dient te worden besteed ten bate van hen welke « eene door den oorlog veroorzaakt stoffelijke schade hebben geleden waarvan de vergoeding door die wet niet verzekerd is. » Het wetsontwerp gebruikt opzettelijk zulk eene ruime formule. Tenzij willekeurig te werk te gaan en onvolledig werk te verrichten, is het inderdaad onmogelijk al de gevallen te voorzien en op te sommen, welke tot

tegemoetkoming kunnen aanleiding geven. Het komt er integendeel op aan, aan de overheid belast met het onderzoek der individueele toestanden, welke haar zullen voorgelegd worden, de zorg over te laten om deze op billijke wijze te beoordeelen. Evenwel, om in de mate der mogelijkheid den geest en de draagwijdte nader te bepalen van de tegemoetkomingen welke het krediet zal mogelijk maken, haalt het ontwerp een bepaald aantal inzonderheid belangwekkende toestanden aan, waarop de aandacht van nu af aan is gevestigd; waaronder die van de klein eigenaars welke de huishuurwet van zekere hulpmiddelen zal berooven, de bedienden, de ambachtslieden en arbeiders welke wegens onvrijwillige werkloosheid verplicht zijn geweest hunne spaarpenningen uit te geven of in hunne hoofdzakelijke behoeften niet kunnen voorzien, ten slotte de handelaars en klein renteniers behorende tot deze door den oorlog inzonderheid getroffen middenstanden.

In verband hiermede, zal het hier niet overbodig zijn er op te wijzen dat het Nationaal Comité voor hulpbetoon en voeding eerlang in bijzonder gunstige voorwaarden in de thans zoo sterke behoeften aan kleeding zal kunnen voorzien.

Zooals het woord « onder meer » aanduidt, heeft de in het ontwerp vervatte opsomming niets beperkends in zich en is zij voor nadere uitbreiding vatbaar. (Art. één.)

De vergoeding wordt op aanvraag ingewilligd: noodzakelijk kwam het voor deze binnen een korten termijn (drie maand) te doen opmaken om een tijdperk van onzekerheid en lijden niet te verlengen en tevens ze te doen indienen bij de gemeente-overheid welke binnen bereik van den aanzoeker is en reeds bij wet-besluit van 23 October 1918 voor de afgifte van de aanvragen tot het bekomen van oorlogsschade-vergoeding, werd aangeduid. Het wetsontwerp bepaalt de hoofdzakelijke gegevens welke in het verzoekschrift dienen vervat en van aard zijn om de tot beslissing aangeduide overheid voor te lichten (art. 2).

Aan den Minister van Staathuishoudkundige Zaken behoort het de beslissing te nemen. Daar er inderdaad spraak is van tegemoetkomingen welke geen recht daarstellen, dat gronden levert tot eene rechtsvordering en, anderdeels, onbepaald zijn en waarvan het bedrag onmogelijk afhangt van de geldelijke middelen welke kunnen veranderen met het cijfer des vergoedingen, welke België ten gevolge van het vredetractaat zal ontvangen, komt het onontbeerlijk voor dat de Regeering over de gepastheid en het bedrag der tegemoetkoming oordeele (art. 3).

Evenwel bleek het noodig hem eenerzijds in staat te stellen om slechts met volle kennis van zaken uitspraak te doen en anderzijds de gepaste waarborgen aan de belanghebbenden te verzekeren. Om gevolg aan die bezorgdheid te geven, stelt het ontwerp een Raadgevend Comité in, welke de Minister voorafgaandelijk dient te raadplegen.

De gewichtigheid en de aard van de alzoo aan dit organisme toevertrouwde opdracht billijken dezès samenstelling; benoemd door den Koning, moeten zijne leden inderdaad uitsluitelijk van onze hoogere magistratuur deel uitmaken (art. 4).

Bovendien zal de Commissie, telkens om de zes maand, een verslag over hare werkzaamheden bij den Minister indienen ; dit verslag zal bij middel van den *Moniteur* openbaar worden gemaakt (art. 5).

Artikel 6 geeft nadere bepaling van de punten welke door het koninklijk besluit van uitvoering dienen geregeld.

Het ontwerp volledigt aldus de verschillende maatregelen voorgesteld door de Regeering aan de Wetgeving om het gewichtig en ingewikkeld vraagstuk van het herstel van het nadeel dat den Belgen werd berokkend door den afgrijselijken oorlog, welke meteen de bron van zooveel onrecht en wreed lijden was.

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.



PROJET DE LOI

accordant des allocations du chef de certains dommages causés par la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Économiques présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Un premier crédit de vingt-cinq millions de francs est ouvert au Ministère des Affaires Économiques aux fins d'intervenir en faveur des personnes physiques ou juridiques de nationalité belge qui ont subi des dommages matériels causés par la guerre et dont la réparation n'est pas assurée par la loi.

Cette intervention se produira notamment pour réparer ou atténuer les dommages suivants :

WETSONTWERP

houdende verleenig van toelagen uit hoofde van zekere oorlogsschaden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Staathuishoudkundige Zaken zal, uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen, waarvan hierna de inhoud :

EERSTE ARTIKEL.

Een eerste krediet van vijf en twintig miljoen frank wordt geopend bij het Ministerie van Staathuishoudkundige Zaken, om in te grijpen ten voordeele van de personen of rechtspersonen van Belgische nationaliteit welke door den oorlog veroorzaakte stoffelijke schade hebben geleden waarvan de vergoeding niet door de wet verzekerd is.

Dees krediet is o. m. bestemd voor de herstelling of de verzachting van volgende soorten schade :

1° Pertes de loyers de biens urbains.

2° Versements dus à des sociétés pour la construction d'habitations ouvrières, pour autant que les intéressés aient dépassé l'âge de 50 ans au 1^{er} août 1914 et que ces versements soient devenus exigibles pendant la guerre et n'aient pas été payés.

3° Emprunts contractés sur leur unique maison, quand la valeur n'en dépassait pas 10,000 francs au moment de l'emprunt, par des commerçants, employés, artisans ou ouvriers ayant chômé ou cessé leurs affaires en tout ou en partie par suite de la guerre, et par les petits rentiers, si la maison constituait, indépendamment des meubles meublants et autres meubles à usage personnel, leur unique bien, et à condition que cet emprunt ait servi à faire face à leurs besoins et à ceux de leur famille.

4° Dépense des capitaux de petits rentiers âgés de plus de 55 ans ayant servi à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, à condition que les demandeurs ne possédassent pas avant la guerre une fortune supérieure à dix mille francs.

5° Dépenses faites par les associations professionnelles ou les mutualités à titre de secours de chômage ou de maladie de leurs membres, en dehors des obligations dérivant pour ces organismes de leurs règlements ou de leurs statuts.

ART. 2.

La demande d'intervention ne

1° Verlies van huur ter zake van stedelijke goederen.

2° Stortingen verschuldigd aan vennootschappen voor den opbouw van werkmanswoonhuizen, voorzover de betrokkenen op 1^{en} Augustus 1914 meer dan 50 jaar oud waren en deze stortingen tijdens den oorlog eischbaar zijn geworden en niet werden betaald.

3° Leeningen aangegaan op hun eenig huis, toen op het oogenblik der leening de waarde ervan geene 10,000 frank te boven ging, door handelaars, bedienden, ambachtslieden of arbeiders hebbende werkloos geweest of hebbende volslagen of deels hunne zaken gestaakt ten gevolge van den oorlog en door de kleine renteniers zoo het huis, afgezien van het stoffeerend huisraad en andere meubelen voor persoonlijk gebruik, hun eenig goed uitmaakte, en op voorwaarde dat deze leening gediend heeft, om in hunne behoeften en in die hunner familie te voorzien.

4° Uitgave van kapitalen van kleine renteniers boven de 55 jaar, ter voorziening in hunne behoeften en in die hunner familie, op voorwaarde dat de aanvragers voor den oorlog geen fortuin bezaten dat meer dan 10,000 frank bedroeg.

5° Uitgaven gedaan door beroepsverenigingen of mutualiteiten bij wijze van hulpgeid voor werkloosheid of ziekte hunner leden, buiten de uit hunne reglementen of standregelen voor deze organismen voortvloeiende verplichtingen.

ART. 2.

De aanvraag tot bemiddeling zal

sera recevable que si elle répond aux conditions suivantes :

1^o Etre adressée à l'autorité communale du domicile du requérant dans le délai de trois mois, à dater du jour de la promulgation de la présente loi.

2^o Indiquer :

a) Le détail du dommage invoqué et les éléments le justifiant ;

b) Les sommes versées au requérant, à titre de secours, depuis le 4 août 1914 par l'Etat, la province, la commune ou le Comité National de Secours et d'Alimentation ;

c) Les sommes allouées au requérant par un tribunal ou une cour des dommages de guerre, à titre provisionnel ou définitif avec mention de la date de la décision du tribunal ou de la cour qui l'a rendue ;

d) Les sommes fixées ou versées au requérant par l'Etat, à titre provisionnel ou définitif, en vertu de semblable décision ou en vertu d'un accord amiable sur la réparation d'un dommage de guerre avec mention de la date de cet accord.

3^o Au cas où aucune des sommes prévues au 2^o sub litteris c) et d) n'aurait été allouée, fixée ou versée, donner copie de la réclamation formulée éventuellement par le requérant devant un tribunal de dommages de guerre.

ART. 5.

Dans les quinze jours de leur dépôt, les demandes seront transmises

niet ontvankelijk zijn dan zoo zij aan volgende voorwaarden voldoet :

1^o Gericht zijn aan de gemeenteverheid van de woonplaats van den aanzoeker binnen den termijn van drie maand ingaande met den dag van de afkondiging van onderhavige wet ;

2^o Opgeven :

a) de schade in hare bijzonderheden met de redenen welke men heeft te doen gelden ;

b) de sommen betaald als hulp-geld aan den aanzoeker, sinds den 4ⁿ Augustus 1914 door den Staat, de provincie, de gemeente of het Nationaal Comité voor hulphetoon en voeding ;

c) de sommen toegekend aan den aanzoeker door eene rechtbank of een hof voor oorlogsschade, bij voorraad of bij eindbeslissing, met vermelding van den dag der beslissing van de rechtbank of van het hof welke ze heeft getroffen ;

d) de sommen vastgesteld voor of betaald aan den aanzoeker door den Staat bij voorraad of bij eindbeslissing, krachtens eene soortgelijke beslissing of krachtens eene minnelijke schikking omtrent de herstelling van eene oorlogsschade met vermelding van den dag dier overeenkomst ;

3^o In geval geene enkele der bij letters c) en d) van 2^o voorziene sommen toegekend, noch vastgesteld, noch betaald zou geweest zijn, afschrift geven van het desvoorkomend door den aanzoeker bij eene rechtbank voor oorlogsschade ingediend bezwaar.

ART. 3.

Binnen de vijftien dagen na hunne indiening, zullen de aanvragen door

par l'autorité communale au Ministère des Affaires Économiques. Celui-ci statuera après avoir pris l'avis d'une Commission composée d'un président, un vice-président et cinq membres, tous nommés par le Roi. Le président et le vice-président seront choisis parmi les magistrats de la Cour de cassation, les autres membres parmi ceux des Cours d'appel. La Commission sera assistée d'un ou de plusieurs secrétaires.

ART. 4.

La Commission fera tous les six mois rapport sur ses travaux au Ministre des Affaires Économiques; ce rapport sera inséré au *Moniteur*.

ART. 5.

Un arrêté royal déterminera les formalités qui seront remplies par les réclamants et par les diverses autorités pour l'exécution de la présente loi. Il fixera les indemnités allouées aux membres et aux secrétaires de la Commission ainsi que l'ordre de ses travaux.

Donné à Bruxelles, le 27 février 1919.

de gemeenteoverheid aan den Minister van Staatshuishoudkundige Zaken worden overgemaakt. Deze zal uitspraak doen na het advies te hebben genomen van eene Commissie bestaande uit een Voorzitter, een ondervoorzitter en vijf leden allen benoemd door den Koning. De Voorzitter en de ondervoorzitter zullen gekozen worden onder de magistraten van het Verbrekingshof, de vijf overige leden onder die van de Hoven van beroep. De Commissie zal door één of meer secretarissen worden bijgestaan.

ART. 4.

De Commissie zal om de zes maand verslag over hare werkzaamheden bij den Minister van Staatshuishoudkundige Zaken indienen; dit verslag zal in den *Moniteur* worden ingelast.

ART. 5.

Een koninklijk besluit zal de formaliteiten bepalen welke door de aanzoekers en door de overheid ter uitvoering van onderhavige wet zullen worden nagekomen. Het zal de aan de leden en secretarissen van de Commissie te verleenen vergoedingen alsmede de volgorde harer werkzaamheden bepalen.

Gegeven te Brussel, den 27ⁿ Februari 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Économiques,

Henri JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,